



L'Audit Genre dans les 10 Lycées Techniques Agricoles du Bénin

Rapport de synthèse

Renée Beune, Dieuwke Klaver



WAGENINGEN
UNIVERSITY & RESEARCH

L'Audit Genre dans les 10 Lycées Techniques Agricoles du Bénin

Rapport de synthèse

Renée Beune, Dieuwke Klaver

Cette étude a été mise en œuvre dans le cadre Projet OKP-BEN-103632 « Renforcer la formation pour l'emploi dans les chaînes agro-alimentaires au Bénin » avec le soutien du Gouvernement des Pays-Bas à travers de NUFFIC.

Wageningen Centre for Development Innovation
Wageningen, Février 2021

Report WCDI-21-137



Royaume des Pays-Bas



Renée Beune, Dieuwke Klaver, 2021. *L'Audit Genre dans les 10 Lycées Techniques Agricoles du Bénin; Rapport de synthèse*. Wageningen Centre for Development Innovation, Wageningen University & Research. Report WCDI-21-137. Wageningen.

Keywords: audit genre, Bénin, lycée technique agricole

This report can be downloaded for free at <https://doi.org/10.18174/540930> or at www.wur.eu/cdi (under publications).



© 2021 Wageningen Centre for Development Innovation, part of the Stichting Wageningen Research. P.O. Box 88, 6700 AB Wageningen, The Netherlands. T + 31 (0)317 48 68 00, E info.cdi@wur.nl, www.wur.eu/cdi.



The Wageningen Centre for Development Innovation uses a Creative Commons Attribution 4.0 (Netherlands) licence for its reports.

The user may copy, distribute and transmit the work and create derivative works. Third-party material that has been used in the work and to which intellectual property rights apply may not be used without prior permission of the third party concerned. The user must specify the name as stated by the author or licence holder of the work, but not in such a way as to give the impression that the work of the user or the way in which the work has been used are being endorsed. The user may not use this work for commercial purposes.

The Wageningen Centre for Development Innovation accepts no liability for any damage arising from the use of the results of this research or the application of the recommendations.

Report WCDI-21-137

Photo cover: Philippe AKPAKI

Contents

Reconnaissance	7
Liste des abréviations	9
1 OKP Benin et Genre	11
1.1 Introduction	11
1.2 Analyse genre dans le secteur agricole et agro-alimentaire	11
1.2.1 Aperçu générale	11
1.2.2 Aspects genre dans différentes filières	12
2 L’audit Genre du OKP Benin – méthode	15
3 Les résultats quantitatifs : personnel et apprenants	17
4 Les résultats qualitatifs	19
4.1 Problèmes courants liés au genre rencontrés dans les lycées	19
4.1.1 Egalité d’accès aux lycées entre les femmes et les hommes	19
4.1.2 Défis pour l’achèvement des études par les apprenants femmes et hommes	20
4.1.3 Adaptation de l’environnement scolaire aux besoins particuliers des femmes et des hommes	20
4.1.4 Sensibilisation sur le thème du genre au lycée	21
4.1.5 Le phénomène du harcèlement sexuel	21
4.2 Solutions aux problèmes courants liés au genre rencontrés dans les lycées	21
4.2.1 Solutions à l’égalité d’accès aux lycées entre les femmes et les hommes	21
4.2.2 Mise en place d’une cellule d’écoute dans les LTAs	22
4.2.3 Solutions à l’adaptation de l’environnement scolaire aux besoins des femmes et des hommes	22
4.2.4 Actions en rapport avec la sensibilisation sur le thème genre dans les LTAs	22
4.2.5 Actions pour privilégier les filles dans les LTAs	23
4.2.6 Les stratégies et politiques	23
4.3 Défis généraux et actions générales souhaitées	23
5 Les plans d’action	25
6 Réflexion	27
6.1 Résultats de l’audit genre	27
6.1.1 Normes et valeurs quant au genre vis-à-vis les réalités de terrain	27
6.1.2 Compétences et expertises en matière genre	27
6.1.3 Environnement scolaire	28
6.2 Analyse des plans d’action	28
6.3 Proposition d’actions à entamer dans le cadre du OKP Benin	30
7 Quelques conclusions et plan d’action proposé	31
Références	33

Reconnaissance

Le travail de terrain pour cette étude a été réalisé par 4 consultants de Dedras ONG :

ISAAC Eulalie
AKPAKI Philippe
AGOSSOU Gaston
SOUROKOU Abel

La rédaction finale du rapport de synthèse a été réalisée par :

Judicaël S.E. Goussanou
Arend Jan van Bodegom

Liste des abréviations

APE	Associations des Parents d'Elèves
BEAT	Brevet d'Etudes Agricoles Tropicales
DEAT	Diplôme d'Etudes Agricoles Tropicales
LTA	Lycée Techniques Agricole
OKP	Orange Knowledge Programme
ROI	Règlements d'Ordre Intérieur
WCDI	Wageningen Centre for Development Innovation, Wageningen University & Research
WUR	Wageningen University & Research

1 OKP Benin et Genre

1.1 Introduction

Le projet « *Renforcer la formation pour l'emploi dans les chaînes agro-alimentaires au Bénin* » a commencé en juillet 2019. Son but est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin. Le moyen d'y parvenir est le renforcement de la formation de 10 lycées techniques agricoles (LTAs), en intégrant des enjeux des filières agricoles, des besoins du marché du travail et des logiques entrepreneuriales. Les dix (10) lycées techniques agricoles concernés par le projet sont :

- Lycée Technique Agricole de Natitingou (Nord du Bénin)
- Lycée Technique Agricole de Kika (Nord du Bénin)
- Lycée Technique Agricole de Ina (Nord du Bénin)
- Lycée Technique Agricole de Banikoara (Nord du Bénin)
- Lycée Technique Agricole de Bariénou (Nord du Bénin)
- Lycée Technique Agricole de Kpataba (Centre du Bénin)
- Lycée Technique Agricole de Adja-ouère (Sud du Bénin)
- Lycée Agricole Mèdji de Sékou (Sud du Bénin)
- Lycée Technique Agricole de Adjahonmè (Sud du Bénin)
- Lycée Technique Agricole de Akodéha (Sud du Bénin)

Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin à travers le renforcement des lycées suppose aussi la prise en compte du genre, donc l'inclusion sociale. En effet au Bénin, les femmes constituent l'épine dorsale de l'économie rurale. Cependant, elles sont limitées dans l'accès à la terre, aux crédits, aux intrants et aux informations agricoles comparées aux hommes. Plusieurs auteurs ont montré que l'autonomisation et l'investissement dans les femmes rurales augmentent considérablement leur productivité, réduit la faim et la malnutrition et améliore les moyens de subsistance en milieu rural.

Les dix (10) lycées techniques agricoles du Bénin sont dans une position qui pourrait leur permettre de promouvoir l'éducation et l'emploi dans le secteur formel des femmes rurales. Pour renforcer la formation aux activités agricoles donc rural au Bénin, il est important de prendre en compte la façon dont les lycées agricoles contribuent à l'autonomisation des femmes. Cela pourrait davantage aider à explorer les possibilités des lycées à améliorer leur prestations en vue de soutenir le secteur agricole et agro-alimentaire en tenant compte des réalités du secteur.

1.2 Analyse genre dans le secteur agricole et agro-alimentaire

1.2.1 Aperçu générale

Le secteur agricole est d'une importance capitale pour le renforcement de l'économie béninoise car il contribue pour 32,5% en moyenne du PIB, 75% des recettes d'exportation, 15% des recettes de l'Etat et fournit environ 70% des emplois¹.

44 % des personnes actifs sur le marché de travail béninois travaillent dans le secteur de l'agriculture. Ce secteur offre des possibilités d'emplois à 52 % des personnes actives masculines et à 38 % des personnes actives féminines. L'agriculture héberge le plus grand pourcentage des personnes actives, femmes comme homme, sur le marché d'emploi.

¹ Rapport d'évaluation PSRSA, 2016. dans FAO et Commission de la CEDEAO. 2018. Profil National Genre des Secteurs de l'Agriculture et du Développement Rural – Bénin. Série des Évaluations Genre des Pays. Cotonou. 148 pp.

Au niveau national, les femmes de la tranche d'âge de 15 à 34 représentent 41 % des travailleurs dans le secteur de l'agriculture, et les hommes 58 %. Pourtant ces pourcentages diffèrent d'une zone à l'autre : 61 pourcent des travailleurs de la même tranche d'âge dans la zone du Couffo et 51 % des travailleurs dans la zone des Collines sont des femmes. Par contre dans la zone Donga et Oueme moins de 20 % des travailleurs sont des femmes.

Tableau 1 % des personnes entre 15 – 34 ans pour qui l'agriculture est la principale occupation.

Pôles	Département	% de personnes entre 15-34 ans dont l'agriculture est la principale occupation	
		% hommes	% femmes
Nord	Alibori	55	45
	Atacora	53	47
	Borgou	70	30
Centre	Donga	90	10
	Collines	49	51
	Plateau	53	47
Sud	Couffo	39	61
	Atlantique	66	34
	Mono	51	49
National		58 %	42 %

L'accès inégal à l'éducation limite les opportunités des femmes dans les domaines de l'emploi qualifié. Par conséquent elles sont très intégrées dans le secteur informel (47,8%), composé principalement de l'agriculture et d'activités para agricoles, et ne jouissent que d'une participation limitée aux activités du secteur formel. Des multiples barrières socioculturelles rendent difficile leur accès à la formation et l'obtention des qualifications professionnelles requises pour occuper un emploi rémunéré.

Un nombre important de femmes sont actives (auto-emploi, micro entrepreneurs) dans l'agro-alimentaire et dans la fonction de la distribution au niveau des chaînes de valeur agricole. L'OCDE² estime que les activités de transformation et de distribution représentent 40 % de la valeur ajoutée des chaînes de valeur alimentaires. Ce pourcentage a tendance à devenir encore plus important en tenant compte de l'urbanisation et de la croissance des revenus dans l'avenir.

1.2.2 Aspects genre dans différentes filières

Une analyse rapide montre des différences considérables selon genre et parfois selon âge dans les filières agricoles, en partant de la production végétale et animale au conditionnement, transformation et commercialisation. Il s'agit notamment de la répartition du travail, le pouvoir de prendre des décisions sur l'utilisation des ressources, et l'accès au/contrôle sur les revenus issus de l'exploitation. Jusqu'ici les informations relatives à l'accès au/le contrôle sur l'utilisation des revenus manquent dans les documents consultés.

Notons par exemple que les femmes, ensemble avec leurs maris et les enfants cultivent les champs familiaux pour faire face à la consommation familiale. Pourtant, du fait que 70 % des ménages sont gérés par un chef de ménage masculin, elles n'ont pas l'autorité au sein du ménage pour prendre des décisions sur l'utilisation des ressources disponibles et les spéculations à cultiver. Aux environs 22 % des chefs de ménages sont des femmes, souvent des veuves ou des héritiers de terres.

Aussi la filière de manioc montre l'inclusion des femmes et des jeunes de 12 à 17 ans dans les travaux champêtres et les premières activités de conditionnement comme de la main d'œuvre familiale non rémunérée sans avoir une influence sur la gestion de l'exploitation. Pourtant, dans les autres maillons de la filière allant du conditionnement, transformation et commercialisation du manioc, entre 70 et 85 % des personnes impliquées aux activités sont des femmes ; les activités dures sont exécutés par

² Allen, T. et P. Heinrigs; 2016.

des hommes. On suppose que les femmes sont plus puissantes dans la prise de décision dans ces maillons.

De façon générale, la filière des produits maraîchers offre beaucoup de possibilités aux femmes d'avoir leur exploitation 'autonome' et de s'impliquer dans les autres maillons. Cette filière offre aussi des possibilités pour les jeunes et les jeunes diplômés sans emploi.

La filière volaille traditionnelle est une filière presque exclusivement pour les femmes, pour ce qui concerne la production des œufs de table ainsi que de la commercialisation de la volaille 'vive'. 23 % des postes formelles de cette filière industrielle sont occupés par les femmes.

La filière du lait des Peulhs se caractérise par une grande autonomie des femmes dans tous les maillons. Elles sont responsables de presque la totalité des activités et elles contrôlent les revenus issus de la vente du lait ou ses sous-produits. Une des grandes contraintes vécues par les femmes est leur accès faible à la terre : 17 % des terres exploitées pour la production des céréales sont détenues par les femmes. Ce pourcentage est de 11 % pour la production des racines/tubercules, 27 % pour la culture des légumineuses, 31 % pour le maraîchage et 26 % pour les cultures de rente (l'arachide). Les terres où elles cultivent se caractérisent par des terres moins fertiles, ce qui explique des rendements plus faibles que ceux obtenus par les exploitants hommes.

Appart l'accès à la terre difficile, l'accès difficile à la formation des filles, les inégalités dans l'accès aux autres ressources (équipements, intrants et produits, services (SF, conseil agricole, entrepreneurial, légal), crédit et les facteurs socio-culturels limitent la croissance de l'entrepreneuriat féminin.

2 L'audit Genre du OKP Benin – méthode

En vue de déterminer quelles options contribueraient davantage à l'autonomisation des femmes, un audit genre a été conduit dans les 10 lycées techniques agricoles dans la phase de démarrage du projet. Cet audit a été participatif et a intégré dans sa mise en œuvre les avis des enseignants, des membres de l'administration et des apprenants dans chaque lycée. Ces derniers ont été invités à analyser ce qui est fait et ce qui pourrait être encore fait pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans les lycées. Au cours de cet audit, les enseignants, les membres de l'administration et les apprenants ont été sensibilisés sur le thème genre. De même, au terme de cet audit et au regard des préoccupations soulevées par les acteurs, des soutiens logistiques et des activités de promotion du genre seront développées dans les lycées durant le projet.

L'audit genre a eu lieu entre décembre 2019 et janvier 2020. Une équipe de 4 consultants qui travaillent pour l'ONG DEDRAS Bénin (partenaire du projet à travers Woord en Daad) ont visités les lycées en équipe de deux personnes. Chacune de ces équipes a réalisé un audit genre combiné à une analyse des cinq capacités dit « 5C » (audit organisationnel). Ce document fait le résumé des résultats de l'audit genre et fournit aussi des données et informations quantitatives et qualitatives collectées au cours de l'audit.

Pour collecter les données, la méthodologie utilisée a été la suivante. Dans chaque lycée, les consultants ont regroupé les participants en 5 groupes de discussion constituées comme suit :

- Groupe 1 : enseignants femmes,
- Groupe 2 : enseignants hommes,
- Groupe 3 : apprenants filles,
- Groupe 4 : apprenants garçons
- Groupe 5 : membres de l'administration.

Chaque groupe était composé d'au moins 3 personnes. Des données quantitatives concernant les proportions d'hommes et de femmes (enseignants et apprenants) dans chaque lycée ont été collectées via l'administration du lycée sur la base d'un format fourni par le programme OKP.

Les thèmes clés qui ont servi de base de travail à tous les groupes de discussion durant l'audit étaient : égalité d'accès au lycée pour les femmes et les hommes, contraintes et défis rencontrés dans l'achèvement des études par les apprenants filles et garçons, adaptation de l'environnement scolaire aux besoins des femmes et des hommes et enfin sensibilisation sur le thème du genre au lycée. Avec les membres de l'administration, il y eu des échanges sur le thème de la présence et de la qualité d'une politique et stratégie sur le genre dans le lycée. Les sessions avec les membres de l'administration se sont terminées par la sélection des solutions les plus appropriées pour résoudre les problèmes liés au genre en se basant sur les idées émises par tous les autres groupes de discussion (groupe 1 à 4) puis l'élaboration d'un plan d'action.

3 Les résultats quantitatifs : personnel et apprenants

Les données quantitatives collectées au cours de cet audit sont présentées au tableau 2.

Tableau 2 Effectifs des différents acteurs des Lycées techniques Agricoles au cours de l'année scolaire 2019.

Année 2019	Management et administration		enseignants permanents		enseignants honoraires		Autres emplois		Apprenants		diplômés BEAT		Diplômés DEAT	
	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes
Lycée														
INA	6	0	30	2	31	1	3	1	838	244	29	16	133	42
Djougou	3	0	18	1	28	3	2	0	505	69	0	0	103	22
Natitingou	4	0	21	1	11	4	5	0	417	133	71	39	441	131
LAMS	13	9	26	18	75	19	12	2	1098	210	0	0	226	56
Banikoara	27	2	6	0	67	2	9	5	514	89	0	0	151	40
Kika	6	1	27	2	0	0	0	1	575	101	154	30	0	0
Adja Ouèrè	10	0	43	6	21	5	1	0	713	154	141	45	572	109
Adjahonmé	6	0	25	4	52	3	0	0	658	143	0	0	216	36
Akodeha	10	2	23	4	0	0	18	1	321	60	0	0	125	23
Kpataba	11	1	22	5	24	4	3	0	442	71	0	0	119	24
TOTAL	96	15	241	43	309	41	53	10	6081	1274	395	130	2086	483
Pourcentage	86%	14%	85%	15%	88%	12%	84%	16%	83%	17%	75%	25%	81%	19%

Les données quantitatives indiquent que plus de 80 pourcent des employés des LTA (membres de l'administration, enseignants, ouvriers) sont de sexe masculin. Au niveau du management et administration, on observe une présence des femmes dans l'administration mais non dans la gestion.

Pour ce qui concerne les apprenants, les 10 lycées enregistrent un total de 7355 apprenants en 2019 dont 17 pourcent est de sexe féminin. Toutefois, les 10 lycées paraissent assez différents. L'audit a montré que :

- LAMS est le lycée le plus ancien et le plus grand avec un effectif de 1208 apprenants en 2019, alors que Akodeha est le lycée le plus petit en effectif avec un total de 381 apprenants en 2019.
- Entre les 10 lycées, il existe beaucoup de différence par rapport au pourcentage d'apprenants filles. En effet, on note une proportion d'apprenants de sexe féminin de 12% au LTA Djougou alors que cette proportion est d'environ 24% au LTA Natitingou. Mais, les données collectées au cours de cet audit ne permettent pas d'expliquer cette différence.

En ce qui concerne le pourcentage de diplômés de sexe féminin, on note que ce pourcentage variant entre 19 et 25% est légèrement plus élevé que le pourcentage des apprenants (17%). Cela pourrait indiquer que les apprenants de sexe féminin ont un peu plus de succès que les hommes. Mais ce sont surtout les femmes qui rencontrent plus de difficultés ou de contraintes pour terminer leur étude par rapport aux hommes. Les données actuellement collectées ne permettent pas d'expliquer davantage ce phénomène.

4 Les résultats qualitatifs

Les résultats spécifiques des groupes de discussion sont bien détaillés dans le rapport relatif à chaque lycée. Dans cette partie du document est présentée une brève description des problèmes ainsi que les solutions communes à tous les lycées.

4.1 Problèmes courants liés au genre rencontrés dans les lycées

4.1.1 Egalité d'accès aux lycées entre les femmes et les hommes

L'audit a relevé un déséquilibre dans l'accès aux lycées entre les sexes au niveau de tous les lycées. En effet, il a été noté la présence de plus d'apprenants de sexe masculin que d'apprenants de sexe féminin. De même, l'étude a noté la présence de plus d'enseignants de sexe masculin que d'enseignantes de sexe féminin. Au cours des différentes discussions, cette différence était un sujet très important abordée par les groupes de participants et des causes ont été fournies pour expliquer les différences. Ainsi, l'une des raisons souvent évoquées pour expliquer le faible nombre de femmes dans les lycées est que l'agriculture n'est pas considérée comme une véritable profession pour les femmes dans la société béninoise et que les femmes elles-mêmes préfèrent effectuer d'autres travaux qu'elles trouvent moins pénibles. En effet, les groupes de discussion ont mentionné à plusieurs reprises que l'agriculture béninoise sollicite des efforts physiques que nombreuses femmes ne peuvent pas déployer. Ainsi, dans les lycées, le domaine d'étude qui attire le plus d'apprenants de sexe féminin est la Nutrition et Technologie Alimentaire (NTA).

Pour ce qui concerne le lycée technique agricole de Banikoara, la faible représentation des filles dans l'effectif des apprenants peut être aussi expliquée par le déséquilibre à la base dans la scolarisation des filles. En effet, il y a peu de filles scolarisées dans le lycée à la rentrée scolaire 2019. Le département qui abrite le LTA Banikoara a obtenu un faible taux de réussite lors des examens nationaux (CEP, BEPC), qui a une forte incidence sur le nombre de filles titulaires du BEPC (diplôme d'entrée au LTA).

Au niveau des autres lycées, les groupes de discussions ont fait observer qu'il est courant dans les communautés rurales que les parents préfèrent ne pas investir d'argent dans l'éducation de leurs filles. Cela est dû en général à un manque de ressources financières par ces derniers et que l'enseignement technique, contrairement à l'enseignement général, n'est pas gratuit au Bénin. Les frais d'inscription pour les apprenants inscrits à l'internat sont à 320.000 FCFA ; pour les apprenants qui restent en domicile, les frais d'inscription sont 120.000 FCFA sans compter le loyer à payer et les frais subsistances. De même, beaucoup de familles préfèrent également garder leurs filles à la maison pour avoir le contrôle sur leur éducation au lieu de les envoyer très loin là où elles n'ont aucun contrôle sur elles. Car selon la perception de certains parents, les LTAs sont de hauts lieux de déviance (tabagisme, grossesse non désirée, bagarre entre apprenants). Dans certaines zones du Bénin particulièrement au Nord, l'audit a relevé que bon nombre de parents musulmans opèrent le choix des écoles coraniques pour les filles.

Un autre argument est la difficulté d'insertion sur le marché des professionnels du secteur agricole après la formation.

En ce qui concerne les enseignants, l'audit a noté à plusieurs reprises des "handicaps féminins". En effet, les responsabilités domestiques et familiales des femmes dans leur foyer et le devoir de prendre soin de leurs enfants les empêchent souvent de faire face à un travail exigeant qu'est « enseignante dans un lycée technique agricole ». De même, en cas de recrutement de personnel enseignant ; les

critères de recrutement viennent directement du ministère et non des lycées. Ce qui a été indiqué comme un facteur qui fait obstacle à l'embauche de plus d'enseignantes.

4.1.2 Défis pour l'achèvement des études par les apprenants femmes et hommes

Les apprenants rencontrent divers problèmes durant leur cursus scolaire qui font obstacle à l'obtention du diplôme. Le manque de moyens financiers pour terminer la formation est le problème commun rencontrés par les filles et les garçons des LTAs et qui les empêche souvent de terminer la formation. A ce problème s'ajoute les dépendances vis-à-vis de la drogue et de l'alcool. L'autre problème spécifique aux filles et qui les amène souvent à interrompre leurs études est la grossesse parfois même non désirée.

D'autres problèmes rapportés par les groupes de discussion ont été la souffrance des filles au cours de l'exécution des travaux pratiques. Selon les groupes de discussion, la pénibilité des travaux agricoles pour les filles fait que peu d'entre elles arrivent à supporter et à s'en sortir avec de bonnes notes. Souvent elles se font aider par les apprenants garçons. De même, le fait que le calendrier de formation des lycées techniques agricoles soit calqué sur le calendrier agricole limite l'accès et la disponibilité des garçons pour les cours au lycée technique agricole de Banikoara. En effet, la commune de Banikoara est la plus grande zone de production cotonnière du Bénin et les hommes sont très impliqués et sollicités pendant les activités agricoles surtout cotonnière. D'autres problèmes évoqués par les groupes de discussion et cela en relation avec les hommes étaient les mauvaises compagnies conduisant à trop de distraction avec pour corollaire l'absentéisme élevé puis la consommation des stupéfiants (drogue, tabac, cigarette ...etc) et qui se solde souvent par l'exclusion du lycée pour acte d'indiscipline. Enfin un autre problème évoqué est le non suivi des apprenants par leurs parents.

4.1.3 Adaptation de l'environnement scolaire aux besoins particuliers des femmes et des hommes

Les groupes de discussion ont signalés de nombreux problèmes qui concernent l'infrastructure et l'environnement des lycées. En général, l'audit a révélé qu'il y a souvent un manque d'eau (potable) et d'électricité dans les LTAs, un matériel pédagogique insuffisant, l'espace insuffisant pour l'enseignement, le manque d'hygiène et l'absence d'infirmerie. De plus, il a été observé que l'espace réservé à chaque lycée n'est pas clôturé, ce qui entraîne un sentiment et une expérience d'insécurité. L'absence de clôture fait qu'on assiste régulièrement à des vols et au harcèlement sexuel par des personnes provenant des régions voisines aux lycées.

Les toilettes ont été une préoccupation très importante dans presque toutes les discussions et dans presque tous les lycées. Celles-ci sont souvent de qualité et d'hygiène faibles. Au niveau de certains lycées, ces toilettes n'existent même pas ou ne sont pas du tout utilisables. De plus, les toilettes lorsqu'elles existent ne sont souvent pas séparées suivant le sexe. Les toilettes ne sont pas non plus régulièrement adaptées aux besoins des filles surtout lorsqu'elles ont leurs règles.

Les groupes de discussion dans les LTAs ont très largement abordé la question des dortoirs qui constituent selon elles une autre partie de l'infrastructure scolaire très préoccupante. Pour les participants à l'audit genre, le nombre de celles-ci est souvent insuffisant pour héberger l'effectif des apprenants. De plus les apprenants filles, participants aux discussions, ont exprimé un sentiment d'insécurité vis-à-vis des dortoirs surtout lorsque ceux-ci ne peuvent pas être fermés et qu'il n'y a pas de barreaux au niveau des fenêtres et des rideaux. Pour d'autres participants, parfois les dortoirs servent de salles de classe. De même, du fait de l'absence d'électricité dans les villages environnants où habitent les filles externes ou à cause de la présence de grande délinquance dans le voisinage, les femmes surtout ne sont pas en sécurité au lycée. A cela s'ajoute le fait que les participants enseignantes ont noté qu'il n'y avait pas d'aires de repos ni de dortoirs séparés pour elles dans la plupart des LTAs, ce qui rend difficile l'enseignement au lycée surtout pour celles qui doivent venir de loin. Dans certains lycées comme le LTA Djougou, l'absence d'internat fait hésiter beaucoup de parents à inscrire leurs filles. De même, beaucoup de parents sont réticents à laisser leurs filles loin d'eux et sans surveillance.

4.1.4 Sensibilisation sur le thème du genre au lycée

Pour ce qui concerne les questions liées au genre, tous les groupes de discussions ont été unanimes à reconnaître que la sensibilisation au genre est insuffisante dans les lycées. Toutefois, plusieurs lycées ont dans leur programme de formation, le cours « genre et SIDA ». A l'exécution de ce cours, diverses questions concernant les hommes et les femmes et principalement les risques sexuels sont abordées. Cependant, le cours n'est pas souvent obligatoire pour tous les apprenants et n'est donc pas suivi par tout le monde. De plus, il n'y a pas toujours de personnel formé aux questions du genre puis disponible pour dispenser ce cours. L'expertise en matière de genre fait défaut au sein du personnel enseignant des LTAs en général.

4.1.5 Le phénomène du harcèlement sexuel

D'après les groupes de discussion, le harcèlement sexuel n'est pas un phénomène rare dans les lycées. Ce phénomène a lieu entre apprenants, entre enseignants et apprenants et entre personnes extérieurs aux LTAs et apprenants. Parfois également, le harcèlement sexuel n'est pas réel car de fausses accusations ont ainsi été portées à l'encontre d'enseignants qui a occasionné une prise de distance plus grande dans la relation sociale entre hommes et femmes.

4.2 Solutions aux problèmes courants liés au genre rencontrés dans les lycées

Dans la plupart des lycées, il y a déjà des initiatives prises qui sont liées aux problèmes relatifs au genre. Certains enseignants déroulent dans certains lycées des activités pour solutionner les problèmes liés au genre. Toutefois, l'audit a noté que les activités diffèrent selon les lycées. Ces activités ont été détaillées dans les rapports spécifiques à chaque lycée. Cette section du document présente les activités qui ont été retenues par les groupes de discussion comme des solutions potentielles aux problèmes liés au genre.

4.2.1 Solutions à l'égalité d'accès aux lycées entre les femmes et les hommes

Une action souvent évoquée lors des discussions était d'augmenter la visibilité des lycées dans leur zone d'implantation afin d'attirer plus d'apprenants. Cette activité pourrait se réaliser par exemple à travers un documentaire sur les lycées par les médias. Afin de créer un équilibre entre le nombre de filles ayant accès aux LTAs et le nombre de garçons qui y ont accès, des sensibilisations pourraient se faire à l'endroit des parents pour leur expliquer les raisons pour lesquelles il est important que les filles reçoivent une bonne éducation scolaire et comment la formation dans les LTAs est bonne et adaptée aux filles. Les modèles féminins qui suivent ou ont suivi une formation dans les LTAs pourraient contribuer. Cette sensibilisation contribuerait probablement à rendre les autres filles et les parents des filles plus enthousiastes à propos de la formation dans les LTAs et de la profession agricole.

Pour renforcer l'équilibre entre l'effectif des garçons et des filles inscrits dans les LTAs, différentes solutions ont également été proposées. Une option est de donner priorité aux filles lors de l'inscription. Ainsi, des propositions sont allées par exemple dans le sens de la réduction des frais de scolarisation pour les filles ou même en leur rendant la formation gratuite à l'instar de l'enseignement général, ou en fixant un quota. Il a été souligné que pour y parvenir, il est important qu'un plaidoyer soit fait à l'endroit de l'État et du ministère en charge de l'enseignement secondaire et de la formation technique et professionnelle pour encourager et inciter la participation des filles à la formation agricole. Une autre proposition était de créer plus de formations dans les lycées qui correspondent aux capacités et aux besoins des filles, et à leurs perspectives d'avenir sur le marché du travail.

Enfin, pour que davantage d'enseignantes soient motivées à venir travailler dans les lycées techniques agricoles et en servant en même temps de modèle aux filles, une action de l'État est également nécessaire. Des quotas doivent également être réservés au cours des recrutements à cet effet. Une autre mesure de soutien pourrait consister à mieux adapter aux femmes, les heures de travail afin

qu'elles puissent également mieux concilier leurs responsabilités de femmes au foyer avec les exigences du métier d'enseignants dans les LTAs. Ainsi, il serait très utile d'installer des garderies dans les LTAs à cette fin. A long terme il serait aussi souhaitable que leurs partenaires dans le couple partagent aussi bien les tâches quotidiennes dans les ménages.

4.2.2 Mise en place d'une cellule d'écoute dans les LTAs

Une action très importante qui pourrait aider les garçons et les filles dans les lycées techniques agricoles est de mettre en place une cellule d'écoute. Cette préoccupation a été abordée au niveau de plusieurs groupes de discussions. Avec l'installation d'une cellule d'écoute, les apprenantes pourraient être suivies par une assistante sociale à l'effet d'évoquer les problèmes qu'elles rencontrent. L'installation de cette cellule pourrait aider aussi à lutter contre les problèmes psychologiques rencontrés par les apprenants, les mauvais comportements, les dépendances à la drogue et à l'alcool, les relations sexuelles à risque, le harcèlement, ainsi que les grossesses non désirées. L'audit a noté qu'il a été suggéré de combiner l'installation de cette cellule avec une infirmerie.

Un autre type de cellule d'écoute suggéré par les participants est la mise en place d'un dispositif pour assurer le suivi, la sensibilisation, le contrôle, et le coaching pour toutes les filles. Avec le projet IDA, une cellule genre a été mise en place dans le lycée de Kika pour gérer les problèmes liés au genre mais la cellule n'est pas fonctionnelle.

4.2.3 Solutions à l'adaptation de l'environnement scolaire aux besoins des femmes et des hommes

Pour mieux répondre aux besoins spécifiques des filles et des femmes, trois actions importantes ont été souvent mentionnées concernant l'environnement et l'infrastructure des lycées. En première lieu, les participants ont exprimé la nécessité que les toilettes deviennent facilement accessibles à partir des salles de classe et des dortoirs. Les toilettes doivent être séparées par sexe, avec une disponibilité en eau courante et de meilleures conditions d'hygiène. Les toilettes pour dames doivent être aussi adaptées aux besoins des filles en période de menstrues.

En deuxième lieu, les participants ont également estimé que les dortoirs des apprenants doivent être améliorés et sécurisés. Ainsi, ces dortoirs doivent être clairement séparés par sexe, les portes et les fenêtres doivent pouvoir être fermées. De même, les conditions de vie et d'hygiène doivent être garanties au niveau de ces dortoirs. Pour les enseignantes, il doit également y avoir des salles de repos ou des dortoirs séparés. Enfin, pour la sécurité de tous les acteurs des LTAs, aussi bien des enseignants que des apprenants, il est important que les espaces destinés à chaque lycée soient fermés. Les participants ont suggéré à plusieurs reprises et dans plusieurs groupes de discussion de construire une clôture en fil de fer barbelé pour empêcher les personnes non-autorisés à s'introduire dans le lycée.

4.2.4 Actions en rapport avec la sensibilisation sur le thème genre dans les LTAs

La sensibilisation est cruciale pour travailler sur les aspects genre. Cette sensibilisation est nécessaire aussi bien pour les enseignants (femmes et hommes) que pour les apprenants (filles et garçons). L'audit a révélé qu'il est nécessaire de renforcer les capacités des enseignants des LTAs pour leur permettre d'être plus à l'aise dans les discussions sur des questions de genre avec leurs apprenants. De même, il est également nécessaire d'employer du personnel enseignants permanents pour dispenser le cours sur « genre et SIDA » et de veiller à ce que ce cours soit obligatoire dans les curricula de formation dans tous les LTAs.

Toujours en rapport avec le thème de genre, une suggestion a été de sensibiliser les filles et les garçons des lycées ainsi que les populations voisines aux LTAs sur la nécessité de préserver la scolarisation et la formation des filles dans les LTAs.

La sexualité est un thème très important abordé dans tous les lycées par tous les groupes de discussion. Ainsi, la sensibilisation sur ce sujet est cruciale et doit couvrir une variété de sujets tels que les relations sexuelles, le harcèlement sexuel, les maladies sexuellement transmissibles et la grossesse. Une des suggestions notées au cours des auditions est l'installation des clubs amour et vie dans les lycées. En effet, ces clubs sont des cadres d'éducation des filles et des garçons apprenants des LTAs sur les bonnes pratiques de la vie sexuelle et sur la nécessité de conciliation de la formation scolaire avec l'épanouissement juvénile. Ces derniers thèmes pourraient se faire en collaboration avec des ONGs. On pourrait également organiser des séances de sensibilisations sur les activités qui concourent à une baisse des performances scolaires au niveau des garçons et des filles.

4.2.5 Actions pour privilégier les filles dans les LTAs

Au LTA Djougou par exemple, pour augmenter l'effectif des filles qui y sont inscrites, une des actions réalisées dans ce sens a été de favoriser des actions de parrainage des apprenantes par des projets GIZ et IDDA en vue d'encourager la formation des filles dans le lycée. Une autre action développée dans ce sens par les LTAs a été d'envisager l'organisation des séances nationales de remise de prix aux trois meilleures filles par promotion et par lycée pour motiver davantage les autres filles au travail et pour stimuler l'inscription des nouvelles filles dans les LTAs. Enfin, l'audit a noté dans les discussions, la nécessité de prévoir un accompagnement pour l'auto-emploi des jeunes formés, notamment pour l'insertion des filles.

4.2.6 Les stratégies et politiques

La majorité des lycées n'ont pas leurs propres documents stratégiques. Ils suivent la stratégie prescrite par le ministère. Ils ne peuvent faire aucun ajustement eux-mêmes. Une action importante pour les lycées pourrait être de développer leurs propres plans stratégiques, en tenant compte de l'équilibre entre les sexes et des différents besoins des hommes et des femmes. Souvent, il n'y a pas non plus de code de conduite clair. Il s'agit également de mettre en place un règlement dans lequel le genre est inclus.

Alors, c'est au niveau du gouvernement que l'on pourrait faire des efforts pour mieux intégrer l'aspect genre dans les stratégies pour les LTAs. Mais il y a également plusieurs autres mesures à prendre au niveau du gouvernement qui pourraient être pertinentes. Ce sont par exemple :

- Renforcer l'arsenal juridique pour lutter contre le mariage précoce
- Renforcer l'arsenal juridique pour prendre en charge les autres acteurs responsables du harcèlement et des grossesses en milieu scolaire
- Publier et appliquer avec rigueur les textes sur le harcèlement sexuel en les généralisant aux autres couches sociales (opérateurs économiques, hommes politiques, forces de l'ordre, etc.)
- L'autorité pourrait prendre un acte juridique portant gratuité de la scolarisation des filles et instauration d'un quota genre avec au moins 40% de filles lors des recrutements des boursiers et d'ITP.

4.3 Défis généraux et actions générales souhaitées

Il y avait un certain nombre d'actions généraux désirées par les acteurs des LTAs, qui ont été soulevés dans plusieurs groupes de discussion. Ceux-ci ont insisté sur la nécessité d'installer des sources d'eau potable, généralement de l'eau courante, une infirmerie, une cantine décente et hygiénique, et une bonne alimentation électrique. Dans plusieurs groupes de discussion, les acteurs auditionnés ont fait observer que les infrastructures des lycées sont insuffisantes, notamment absence de laboratoires, de magasins et déficit de salles de cours. De même, ils ont éprouvé la nécessité de voir se réaliser la clôture des dortoirs pour respecter le genre. En général, il y a peu de communications sur l'existence des LTAs dans leurs zones avoisinantes, et une sensibilisation des communautés sur les offres de formations au lycée ainsi que sur les opportunités après formation est souhaitable.

Au niveau du LTA Banikoara, il y a le défi d'attirer plus d'enseignants. Pour atteindre cet objectif, les groupes de discussion ont proposé de : (a) Instaurer le recrutement sur poste, (b) Améliorer les conditions de vie des enseignants qui acceptent enseigner au LTA Banikoara (logements, primes de zones déshéritées, santé, etc.), (c) Prévoir les quotas favorables aux femmes, couplé avec le recrutement sur poste, et (d) Organiser des plaidoyers auprès de l'Etat pour l'envoi des enseignantes au LTA Banikoara.

Enfin, les lycées manquent des engins agricoles et d'autres appareils nécessaires pour un bon fonctionnement.

5 Les plans d'action

La direction de chaque lycée a élaboré un plan d'action genre basé sur les idées et les souhaits des différents groupes de discussion. Dans le tableau 2 sont résumées les actions sélectionnées pour chaque lycée.

Tableau 3 Actions sélectionnées par lycée et commentaires.

Lycées	Actions sélectionnées	Commentaires des consultants
Adokeha	<ol style="list-style-type: none"> 1. Doubler d'ici 2021, l'inscription des filles au LTA AKODEHA 2. Sécuriser d'ici 2021, les trois dortoirs des apprenants du Lycée en compte des aspects genre 3. Assurer d'ici fin 2020 l'état sanitaire des apprenants et du personnel suivant le genre 4. Créer d'ici 2020, deux nouvelles filières pourvoyeuses d'emploi pour les filles 5. Mener d'ici fin 2020, une gouvernance du Lycée en lien le genre 	<p>Sur 1 : C'est un objectif, comment faire, pas d'action concrète.</p> <p>Sur 4 et 5: pas d'action concrète</p>
Mèdji de Sékou (LAMS)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaborer un plan stratégique de développement du LAMS avec prise en compte du genre 2. Sécuriser les dortoirs 3. Sensibiliser le personnel et les apprenants du lycée sur les sujets liés au genre 4. Construire des toilettes modernes aux apprenants du LAMS 	<p>Sur 1 : La majorité des lycées n'ont pas leurs propres documents stratégiques. Ils suivent la stratégie prescrite par le ministère. L'activité n'est pas prévu dans le document de projet.</p>
Kpataba	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accroître d'au moins 60% l'effectif des filles dans le lycée d'ici 2021 2. Créer l'internat du lycée d'ici 2021 3. Mettre en place au lycée d'ici 2020, une infirmerie fonctionnelle 4. Construire suivant le genre, d'ici 2020, un reposoir pour le personnel du lycée 5. Faire connaître d'ici 2021, le LTA /KPATABA par 90% des populations de sa zone d'intervention 	<p>Sur 1 : C'est un objectif et pas une action.</p> <p>Sur 3 et 5 : Ce ne sont pas des actions genre.</p>
Adja Ouère	<ol style="list-style-type: none"> 1. Amener l'effectif des apprenantes filles dans le LTA à 40% de l'effectif total des apprenants d'ici 2021 2. Disposer d'un document de stratégie de développement du LTA prenant en compte le genre 3. Passer à 50 le nombre d'apprenants admis par niveau par voie de concours chaque année 4. Doter le LTA-AO d'infrastructures récréatives et sportives pour l'épanouissement des apprenants 5. Mettre en place au LTA des mesures préventives des vices et autres déviations préjudiciables à la scolarité des apprenants 	<p>Sur 1 : C'est un objectif et pas une action.</p> <p>Sur 3, 4 et 5 : Ce ne sont pas des actions genre</p>
Adjahonmè	<ol style="list-style-type: none"> 1. Doter le LTA BSAA d'un document d'orientation stratégique prenant en compte la dimension genre 2. Accroître les compétences techniques des apprenants 3. Rendre les Enseignants du LTA plus performants 4. Sécuriser le domaine du LTA BSAA 5. Réduire le taux de déperdition scolaire de 80% d'ici décembre 2021 	<p>Sur 1 : Le projet n'a pas prévu une telle activité.</p> <p>Sur 2, 3 et 5 : ce n'est une action genre.</p>

Lycées	Actions sélectionnées	Commentaires des consultants
Djougou	<ol style="list-style-type: none"> Ouvrir les portes de l'internat du LTA Djougou d'ici février 2021. Installer un point focal genre du LTA Djougou au plus tard le 31 juillet 2020 Construire d'ici juillet 2020, deux blocs de toilettes modernes : bloc-filles composé de 4 salles e bain et de 4 cabines de WC et un bloc-garçons composé de 6 cabines de WC et de 6 salles de bain Prendre d'ici février 2021, l'autorité à prendre un acte juridique portant gratuité de la scolarisation des filles et instauration d'un quota genre avec au moins 40% de filles lors des recrutements des boursiers et d'ITP. Mettre en œuvre un contrat de partenariat pour le parrainage d'au moins 40 filles avec les 4 communes de la zone d'implantation du lycée: Djougou, Ouaké, Bassila et Copargo jusqu'au 31 janvier 2021 	<p>Sur 1 : C'est n'est pas une action genre, mais l'effet positif pour les femmes est clair.</p> <p>Sur 4 : Cette activité relève du Ministère</p>
Kika	<ol style="list-style-type: none"> Instaurer des mesures d'encouragement pour les meilleurs élèves en général et pour les filles en particulier (tableau d'honneur, félicitation, etc.). Réhabiliter les toilettes non fonctionnelles et les séparer selon le genre. Organiser des séances de sensibilisation au profit des parents à assurer convenablement leurs responsabilités dans le suivi de la formation de leurs enfants inscrits, notamment des filles au LTA (paiement des frais de scolarité, retrait des bulletins de notes, etc.). Doter le LTA d'un document de stratégie interne intégrant la dimension genre. Réhabiliter les reposoirs au profit des enseignants hommes et femmes 	<p>Sur 4 : Voir observation sur LAMS</p> <p>Sur 5 : Ce n'est pas spécifiquement une action genre.</p>
Banikoara	<ol style="list-style-type: none"> Elaborer un document de développement stratégique du LTA à court et moyen terme qui intègre la dimension genre. Sensibiliser les parents à l'effet de laisser les filles venir étudier au LTA. Réhabiliter l'infirmerie avec son personnel. Impliquer l'APE, les Communes et les ONG dans la résolution de toutes les questions soulevées dans l'achèvement des études pour les apprenants. Mettre en place une Unité focale Genre de 3 personnes 	<p>Sur 1 : Voir observation sur LAMS.</p>
Natitingou	<ol style="list-style-type: none"> Installer un comité genre (écoute, sensibilisation) du LTA N'GOU d'ici fin Avril 2020 Construire et entretenir deux toilettes communes appropriées au lycée suivant genre d'ici juin 2021 Informers les acteurs des CEG et les autorités de la zone responsabilité du lycée sur les offres de formation au LTA à l'horizon 2021 Doter le lycée de supports et des matériels (posters, plaquettes, vidéo projecteurs, appareil de sonorisation, espace aménagé de sensibilisation avec podium) pour les activités genre du lycée d'ici 2021 Doter un texte catégorisant les activités pratiques dans le lycée en fonction du sexe/spécialité d'ici 2021 	<p>Sur 3 et 4 : Ce ne sont pas spécifiquement des actions genre.</p>
INA	<ol style="list-style-type: none"> Eclairer d'ici fin 2020, le dortoir des filles par l'installation de 30 panneaux solaires pour renforcer le dispositif de sécurité du dortoir et environ. Augmenter de 50% par rapport à l'année 2019, l'effectif des apprenants-fille du LTA Ina d'ici février 2021. Assurer la sécurité sanitaire des filles internées et externes par l'installation d'un dispositif moderne de toilette avec lave-main composé de 20 cabines dans le LTA INA. Eliminer la déperdition scolaire des filles liée aux harcèlements sexuels, grossesses et mariages précoces à l'horizon 2021 au LTA-Ina. Construire d'ici fin 2020, la clôture du dortoir des garçons en matériaux définitifs 	

6 Réflexion

Ce chapitre présente quelques réflexions par rapport aux résultats de l'audit et par rapport aux plans d'action proposés. Il propose un nombre d'actions à mettre en œuvre par le programme OKP Bénin.

6.1 Résultats de l'audit genre

6.1.1 Normes et valeurs quant au genre vis-à-vis les réalités de terrain

Paragraphe 4.1.1 dévoile des normes et valeurs existantes au niveau des LTAs et en milieu rural quant à la position des femmes et hommes dans la société. Bon nombre des participants à l'audit sont d'avis que :

- « l'agriculture n'est pas considérée comme une véritable profession pour les femmes », que
- « l'agriculture béninoise sollicite des efforts physiques que nombreuses femmes ne peuvent pas déployer », et que
- « des parents préfèrent ne pas investir d'argent dans l'éducation de leurs filles », ce qui est dû au manque de ressources financières.

Ces normes et valeurs sont aussi présentes sur le marché d'emploi³, notamment dans les entreprises agro-alimentaires. Selon les employeurs les femmes sont plus prédisposées à la commercialisation, à la transformation et aux activités de gestion (intendances) ; elles sont assez rares dans la production. Les entrepreneurs affirment que les travaux difficiles et de forces sont souvent mieux réalisés par les hommes.

Pourtant les réalités du terrain montrent que 42 % de personnes entre 15-34 ans pour qui l'agriculture est la principale occupation sont des femmes (voir paragraphe 1.2.1), que 38 % des employés permanents dans les entreprises agro-alimentaires sont des femmes selon l'étude du marché et que seulement 17 % des apprenants aux LTAs sont des femmes en 2019. Comment interpréter ces différences, est-ce dû à des différentes cultures organisationnelles qui sont plus contraignantes pour l'accès des filles à la formation professionnelle assurée par les LTAs, que pour leur accès à des postes de travail dans les entreprises ?

En tenant compte d'une croissance considérable des maillons de conditionnement, de transformation et de commercialisation des produits agricoles au Bénin, les filles risquent de rater des possibilités d'emplois, suite au faible pourcentage des filles dans les LTAs. Il ne s'agit non seulement de leur inscription dans la section de la Nutrition et Technologie Alimentaire (NTA), mais aussi dans les sections de production animale et végétale. Les réalités du secteur agricole montrent que les femmes s'impliquent dans le maraîchage, la production du manioc, l'élevage des poules et petits ruminants.

Cet écart entre les normes et les valeurs, les réalités de terrain et l'inscription faible des filles aux LTAs demande une attention particulière du projet OKP.

6.1.2 Compétences et expertises en matière genre

Paragraphe 4.1.4 mentionne qu'un cours sur « genre et SIDA » est dispensé aux LTAs, qui suscite souvent des questions sur la sexualité en général. Bien que ce thème soit considéré très important, le cours n'est pas obligatoire et les compétences d'assurer ce cours manquent.

³ Etude du marché de l'emploi au Bénin dans le secteur agro-alimentaire : Contribution à l'amélioration du dispositif de formation dans les Lycées Techniques Agricoles. Mars 2020.

Il semble que les curricula manquent également un thème sur le genre dans le secteur agro-alimentaire. Un tel thème pourra montrer la complémentarité entre hommes et femmes dans différentes activités de production, de conditionnement, de transformation et de commercialisation.

Il ressort de l'audit genre que les LTAs ne disposent pas de compétences et expertises présentes en matière de genre, ni en relation avec des questions de sexualité, ni dans le secteur agricole.

6.1.3 Environnement scolaire

Selon la perception de certains parents, les LTAs sont de hauts lieux de déviance (tabagisme, grossesse non désirée, bagarre entre apprenants). Des groupes de discussion évoquent la présence des mauvaises compagnies des apprenants masculins et le non suivi des apprenants (filles et garçons) par leurs parents.

Le harcèlement sexuel n'est pas un phénomène rare dans les lycées. Ce phénomène a lieu entre apprenants, entre enseignants et apprenants et entre personnes extérieurs aux LTAs et apprenants.

Les infrastructures, surtout quant aux blocks sanitaires, les dortoirs, les clôtures des lycées méritent une attention spécifique pour rendre l'environnement des apprenants internes plus saine, mieux adapté aux besoins spécifiques des filles, puis pour minimiser les risques de harcèlement sexuel.

Des meilleurs conditions d'accueil des filles peuvent servir comme plaque tournante pour atténuer les perceptions assez inquiétantes des parents vis-à-vis l'inscription de leurs filles.

6.2 Analyse des plans d'action

Les plans d'action identifient des actions assez concrètes et à lancer pendant le OKP Bénin qui prend fin en décembre 2021, des actions ou plutôt des objectifs formulés qui vont au-delà du programme, et des actions qui suscitent des questions de clarification.

Actions qui dépassent le programme OKP

Pour ce qui concerne les actions qui dépassent le programme OKP Bénin, on note celle de l'augmentation de l'inscription des filles, mentionné par les LTAs de l'Adkeha, de Kpataba, d'Adja Ouère et d'Ina. Des résultats de l'audit on comprend que l'inscription des filles dépend :

- des ressources financières à la disposition des parents
- d'un traitement différencié des filles et des garçons par leurs parents quant à la formation secondaire
- de l'avis des parents et du monde rural que l'agriculture n'est pas une véritable profession pour les femmes et demande trop d'efforts physiques pour elles
- des perception de certains parents que les LTAs sont de hauts lieux de déviance (tabagisme, grossesse non désirée, bagarre entre apprenants).

On (WCDI) ignore la marge de manœuvre que les directeurs des LTAs ont pour sélectionner des apprenants et par la suite leurs possibilités de privilégier les inscriptions des filles.

De cette analyse il ressort la nécessité mener des actions de :

1. Sensibilisation des parents que des opportunités d'emplois dans le secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire professionnelle existent pour les filles comme pour les garçons
2. Sensibilisation et questionnements des normes et valeurs qui existent au niveau des cadres des LTAs et des apprenants, pour que un milieu sensible au genre s'installe davantage
3. Création d'un environnement scolaire propice pour l'accueil des filles, y compris le milieu dans lequel le LTA se retrouve.

Une autre action proposée par le LTA de Djougou, consiste en mener des actions de plaidoyer et du lobby pour que l'autorité prenne un acte juridique portant gratuité de la scolarisation des filles et

instauration d'un quota genre avec au moins 40% de filles lors des recrutements des boursiers et d'ITP. Cette action dépasse également le programme OKP Bénin.

Actions proposées qui demandent une clarification

Parmi les actions proposées qui demandent des clarifications figurent celles proposées par les LTAs de LAMS, Adjahonmè, Kika, Banikoara quant à l'élaboration des politiques ou des plans stratégiques qui intègrent la notion genre au niveau de chaque LTA. Du fait que les LTAs dépendent administrativement du Ministère en charge de la formation professionnelle suppose que les LTAs sont sensés suivre et opérationnaliser les politiques, règles de conduite et procédures genre préparés par le Ministère. Il semble que la formulation de tels politiques et stratégies au niveau des LTA n'est pas pertinente.

Par contre, en tenant compte de l'environnement peu propice pour l'accueil des filles, les risques d'harcèlement sexuel, et leur exposition à d'autres vices et autres déviations préjudiciables à l'interne et/ou l'externe de l'école, la rédaction d'un règlement d'ordre intérieur (ROI) qui sanctionne de mauvaises comportements et qui crée un environnement d'apprentissage propice pour filles et garçons.

Le LTA de Adokeha propose de créer deux nouvelles filières pourvoyeuses d'emploi pour les filles. On suppose qu'il s'agit des filières de formation enseignées au LTA. L'analyse genre dans le secteur agricole et de l'agro-alimentaire en paragraphe 1.2 montre déjà que les femmes travaillent déjà dans beaucoup de chaînes de valeurs, soit de façon autonome, soit en complémentarité avec les autres membres du ménage, y compris dans les maillons de la production. Dans le cadre du programme OKP, les LTAs du Pôle Sud seront appuyés dans la production maraîchère et la production et transformation des produits de petit élevage. Ce sont deux chaînes de valeurs qui offrent déjà beaucoup de possibilités aux femmes.

Les LTAs de Djougou, Banikoara, Natitingou proposent de mettre en place un point focal genre. L'expérience du passé a montré que la mise en place d'un point focal genre ne peut qu'obtenir des résultats positifs, si les personnes concernées ont des compétences en la matière, ont le mandat d'influencer les plus hautes responsables de l'établissement, ainsi que le mandat à introduire des changements dans la vie quotidienne du Lycée. Ceci souvent n'est pas le cas.

Actions à entamer dans le cadre du programme OKP Bénin

Les plans d'action des 10 LTA font également mention des idées concrètes qui peuvent être mises en exécution pendant le programme OKP du Bénin.

Il s'agit notamment des infrastructures pour sécuriser les dortoirs (pour les filles et parfois pour garçons également) et pour améliorer les conditions sanitaires pour les filles, mentionnées par le LTA de Adokeha, LAMS, Adjahonmè, Djougou, Kika, Natitingou, Ina. Puis pour certaines LTAs des infrastructures pour les enseignantes ont été mentionnées.

D'autres actions innovatrices mentionnées sont par exemple :

- Djougou : Mettre en œuvre un contrat de partenariat pour le parrainage d'au moins 40 filles avec les 4 communes de la zone d'implantation du lycée: Djougou, Ouaké, Bassila et Copargo jusqu'au 31 janvier 2021.
- Kika : Organiser des séances de sensibilisation au profit des parents à assurer convenablement leurs responsabilités dans le suivi de la formation de leurs enfants inscrits, notamment des filles au LTA (paiement des frais de scolarité, retrait des bulletins de notes, etc.). ET Instaurer des mesures d'encouragement pour les meilleurs élèves en général et pour les filles en particulier (tableau d'honneur, félicitation, etc.).
- Banikoara : Impliquer l'APE, les Communes et les ONG dans la résolution de toutes les questions soulevées dans l'achèvement des études pour les apprenants, ET Sensibiliser les parents à l'effet de laisser les filles venir étudier au LTA.

Ces innovations méritent d'être prise en compte dans le cadre du OKP Bénin.

6.3 Proposition d'actions à entamer dans le cadre du OKP Benin

Du fait que le programme OKP Benin prend fin au mois de décembre 2021, des actions concrètes sont proposées, qui visent à la longue d'augmenter l'inscription des filles aux lycées et d'augmenter le % des filles qui quittent le LTA avec un BEAT ou un DEAT. Puis des actions concrètes sont proposées pour renforcer les compétences des enseignants en questions genre, ceci pour que les nouveaux lauréats se rendent compte des réalités genre dans le secteur agricole et agro-alimentaires.

Pour accroître le pourcentage des filles inscrites dans les années à venir (au-delà du programme), on propose de :

1. Elaborer des ROIs qui décrivent les rôles, responsabilités et comportement souhaité des uns et des autres, y compris les procédures pour porter plaintes et sanctions, les personnes d'écoutes à approcher en cas de situations non désirées etc. Les ROIs seront le résultat d'un processus de consultation de plusieurs acteurs et d'apprentissage entre eux. Les acteurs concernés sont l'administration, le corps des enseignants, les responsables de l'internat, les apprenants filles et garçons et les APE.
2. Sécuriser les cours et dortoirs (pour les filles et parfois pour garçons également) et pour améliorer les conditions sanitaires pour les filles et femmes enseignantes
3. Mener des actions de sensibilisation envers les communes, les APE, les cadres des LTA et les apprenants sur les questions genre aux LTAs. On propose d'utiliser la méthode des théâtres interactifs qui abordent le traitement différencié des filles et des garçons par leurs parents, les questions sensibles au niveau des LTAs (harcèlement sexuel, drogues, etc) en vue d'inciter les visiteurs à identifier les comportements souhaitables des uns et des autres, et des stratégies pour initier une culture organisationnelle sensible au genre comme par exemple :
 - l'installation des clubs des apprenants pour traiter les questions diverses,
 - les contrats de partenariat pour le parrainage des filles par les communes
 - inviter les parents à assurer leurs responsabilités quant à la formation de leurs enfants
 - instaurer des mesures d'encouragement pour les meilleurs élèves en général et pour les filles en particulier (tableau d'honneur, félicitation, etc.).
 - Installation d'un comité genre pour être à l'écoute des apprenants et des enseignants quant aux questions sensibles au genre.

Ces actions sont censés augmenter le pourcentage des filles inscrites aux LTAs à long terme.

Pour renforcer les compétences des enseignants en matière du genre dans le secteur agricole et agro-alimentaire, il est proposé d'organiser une formation en ligne, en combinaison avec des travaux de terrain à effectuer par ces enseignants.

7 Quelques conclusions et plan d'action proposé

En conclusion, les audits ont pris en compte 10 ateliers soit un atelier par lycée. La conclusion générale est que la problématique du genre dans les lycées est assez similaire. Pour connaître les problèmes liés au genre en général, il n'était pas nécessaire d'exécuter des ateliers dans tous les lycées. Néanmoins, les éléments en rapport au genre dans chaque lycée sont spécifiques et pour cette raison, nous recommandons de consulter les rapports des 10 lycées pour connaître les défis spécifiques de chaque lycée.

Nous avons catégorisé les problèmes/défis comme de suit :

- Egalité d'accès aux lycées entre les femmes et les hommes (apprenants aussi bien que enseignants)
- Défis pour l'achèvement des études par les apprenants femmes et hommes
- Adaptation de l'environnement scolaire aux besoins particuliers des femmes et des hommes
- Sensibilisation sur le thème du genre au lycée, et les parents d'élèves
- Harcèlement sexuel
- Manque de compétences des enseignants en matière de genre et le secteur agricole et agro-alimentaire, et genre et sexualité.

Pour faire face à ces défis, le programme OKP-Benin propose de :

1. Elaborer des ROIs qui décrivent les rôles, responsabilités et comportement souhaité des uns et des autres, y compris les procédures pour porter plaintes et sanctions, les personnes d'écoutes à approcher en cas de situations non désirées etc. ;
2. Sécuriser les cours et dortoirs (pour les filles et parfois pour garçons également) et pour améliorer les conditions sanitaires pour les filles et femmes enseignantes ;
3. Mener des actions de sensibilisation envers les communes, les APE, les cadres des LTA et les apprenants sur les questions genre aux LTAs ;
4. Organiser une formation en ligne, en combinaison avec des travaux de terrain à effectuer par les enseignants.

Références

- Allen, T. et P. Heinrigs. 2016. *Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine; Notes ouest-africaines, N°01, Éditions OCDE, Paris ANAF*, mai 2016. Dans FAO et Commission de la CEDEAO. 2018. *Profil National Genre des Secteurs de l'Agriculture et du Développement Rural – Bénin* ; Série des Évaluations Genre des Pays. Cotonou. 148 pp.
- Rapport d'évaluation PSRSA, 2016 dans FAO et Commission de la CEDEAO. 2018. *Profil National Genre des Secteurs de l'Agriculture et du Développement Rural – Bénin* ; Série des Évaluations Genre des Pays. Cotonou. 148 pp.
- FAO et Commission de la CEDEAO. 2018. *Profil National Genre des Secteurs de l'Agriculture et du Développement Rural – Bénin* ; Série des Évaluations Genre des Pays. Cotonou. 148 pp.
- Etude du marché de l'emploi au Bénin dans le secteur agro-alimentaire : Contribution à l'amélioration du dispositif de formation dans les Lycées Techniques Agricoles. Mars 2020. Projet OKP-BEN-103632. Renforcer la formation pour l'emploi dans les chaînes agro-alimentaires au Bénin. Rapport principal.

Wageningen Centre for Development
Innovation
Wageningen University & Research
P.O. Box 88
6700 AB Wageningen
The Netherlands
T +31 (0)317 48 68 00
www.wur.eu/cdi

Report WCDI-21-137

Wageningen Centre for Development Innovation supports value creation by strengthening capacities for sustainable development. As the international expertise and capacity building institute of Wageningen University & Research we bring knowledge into action, with the aim to explore the potential of nature to improve the quality of life. With approximately 30 locations, 6,500 members (5,500 fte) of staff and 12,500 students, Wageningen University & Research is a world leader in its domain. An integral way of working, and cooperation between the exact sciences and the technological and social disciplines are key to its approach.



To explore
the potential
of nature to
improve the
quality of life



Wageningen Centre for Development Innovation
Wageningen University & Research
P.O. Box 88
6700 AB Wageningen
The Netherlands
T +31 (0)317 48 68 00
www.wur.eu/cdi

Report WCDI-21-137

Wageningen Centre for Development Innovation supports value creation by strengthening capacities for sustainable development. As the international expertise and capacity building institute of Wageningen University & Research we bring knowledge into action, with the aim to explore the potential of nature to improve the quality of life. With approximately 30 locations, 6,500 members (5,500 fte) of staff and 12,500 students, Wageningen University & Research is a world leader in its domain. An integral way of working, and cooperation between the exact sciences and the technological and social disciplines are key to its approach.

